

Lecture croisée de deux ouvrages de Joëlle Zask :

- *La démocratie aux champs (La découverte – 2016)*
- *Quand la place devient publique (Le bord de l'eau – 2018)*



J'ai découvert Joëlle Zask en 2016, lors d'une émission de France Culture dans laquelle elle parlait de son ouvrage, *La démocratie aux champs*. Je me suis immédiatement procuré ce livre et j'ai pu rencontrer l'auteur lors de rencontres organisées par le mouvement des objecteurs de croissance en 2017 sur le plateau du Larzac. Lorsque son livre, *Quand la place devient publique*, est sorti en 2018, je l'ai également lu immédiatement d'autant plus que Joëlle Zask nous en avait donné un aperçu lors de ces rencontres. Je m'étais dit à plusieurs reprises que ces ouvrages, sagement rangés dans ma bibliothèque, pourraient intéresser, à un moment ou à un autre ma recherche. Le moment est venu. Mais, après relecture, au moment de rédiger une fiche de lecture sur chacun des livres séparément, j'ai finalement réalisé que, pour ce qui concernait mon travail de recherche, il serait plus intéressant de travailler sur le regard croisé que je peux porter sur ces deux ouvrages qui à priori abordent des sujets différents et n'ont que peu de points communs. C'est donc à cet exercice que je me livre ci-dessous.

Je précise que je me suis aidé pour réaliser ce travail de deux fiches de lecture publiées sur *OpenEdition Journals* : *La démocratie aux champs* par Simon Calla (<http://journals.openedition.org/20869>) et *Quand la place publique* par Sabrina Grillo (<http://journals.openedition.org/24742>).

L'auteur

Joëlle Zask enseigne au département de philosophie de l'Université d'Aix-Marseille, son travail porte essentiellement sur la question démocratique. Avant *La démocratie aux champs*, elle avait déjà publié plusieurs ouvrages portant notamment sur les rapports entre art et démocratie et sur les formes démocratiques de participation.

La démocratie aux Champs

Dans cet ouvrage, Joëlle Zask, développe une thèse originale qui entend contester l'idée, largement répandue que la démocratie moderne vient des Lumières, de l'usine, du commerce, de la ville et même que la démocratie tout court nous vient des Cités grecques et donc encore une fois d'un milieu urbain, citadin. À l'opposé de cette conception, elle examine dans cet ouvrage ce qui dans les relations entre les cultivateurs et la terre cultivée, favorise l'essor de valeurs démocratiques et la formation de la citoyenneté. Cet ouvrage présente de nombreux exemples qui, dans des temps et des espaces divers, peuvent alimenter cette hypothèse.

Dans la première partie, l'auteur met en évidence le rôle joué par la culture de la terre dans la réalisation de l'individu, réalisation indispensable à la naissance d'un « esprit démocratique ».

Dans la deuxième partie, elle montre comment les activités agricoles – et notamment le jardinage – favorise le développement de certaines formes de sociabilités qui s'avèrent essentielles à l'esprit démocratique. Elle insiste notamment sur des modes de fonctionnement que l'on retrouve dans toutes les cultures et à toutes les époques : la tradition des jardins partagés, les terres communes et la gestion commune des systèmes d'irrigation ou de garde des troupeaux. Elle explique que ces modes de fonctionnement nécessitent de mettre en place des organisations sociales dans lesquelles la participation de tous est requise, créant ainsi des habitudes non seulement de travail en commun mais aussi de décisions communes nécessitant des processus d'assemblées et de délibération. Elle insiste également sur la notion de partage, qui n'est pas vu comme division mais au contraire comme « faire en commun ». Ce qui lui semble particulièrement porteur sur la plan démocratique c'est le système – tellement fréquent qu'il peut paraître universel – du terrain commun divisé en lots individuels (du modèle que l'on trouve notamment dans les jardins partagés). En effet, ils permettent à la fois de *développer son individualité, conduire des expériences de A à Z, éprouver physiquement et intellectuellement l'indépendance des phénomènes naturels, mais aussi de mutualiser des ressources, des outils, du travail, échanger des connaissances, transmettre, éduquer, accueillir les étrangers* (page 207), tous éléments constitutifs d'une culture démocratique. Dans un jardin partagé, grâce à la parcelle individuelle, *le cultivateur est en position de participer au gouvernement commun : il participe aux assemblées plénières, répartit les tâches communes, parfois nomme un représentant ou accepte une fonction de représentation, échange des informations et des plants* (page 98).

Joëlle Zask en vient même à une comparaison entre le jardin (ou terrain) partagé et la société : *Toute proportion gardée, la parcelle est au jardin entier, ce que l'individu est au groupe. De même que chaque parcelle et chaque plante sont à la fois localisées et « essaimantes », chaque individu est à la fois singulier et en interaction avec les autres* (page 97). Non seulement, ces formes d'agriculture développent chez l'individu le sentiment d'appartenir à une communauté mais elles lui permettent également de prendre part à la formation de celle-ci.

La troisième partie de l'ouvrage est consacrée au versant politique du jardinage et de l'agriculture. Malgré les représentations négatives qui entourent la condition paysanne – conservatisme, archaïsme, inculture – celle-ci n'en est pas moins, selon l'auteur, compatible avec l'existence d'une conscience politique. L'histoire montre par exemple que les diverses sociétés agraires ont développé les premiers modèles d'autogouvernement et que les sociétés paysannes ont bien longtemps porté une critique du modèle de la propriété privée.

Enfin, dans la quatrième partie, l'auteur insiste sur le fait que la culture de la terre est propice au développement de la culture démocratique car *elle procède d'une dynamique d'association entre les « phénomènes naturels », la culture humaine et les individus entre eux* (p.208) et *requiert une participation des paysans au gouvernement de leurs affaires quotidiennes* (p. 217). Le travail des champs apparaît donc comme une activité politique authentique.

En conclusion de cet ouvrage, Joëlle Zask propose que l'on soit attentif à ces cultures paysannes lorsque l'on réfléchit à la mise en place de modes démocratiques plus direct, participatifs, plus « démocratiques ». Elle nous dit et je terminerai sur ces mots: *Étudier les actions politiques des sociétés paysannes ou jardinières permet donc de moderniser le concepts de « politique quotidienne » afin de redéfinir les conditions d'une politique démocratique* (p.215).

Quand la place devient publique

Dans cet ouvrage, paru deux ans après le précédent, Joëlle Zask, revient en ville. Elle interroge la particularité de la place comme lieu démocratique identitaire en analysant des places réelles et leurs fonctions dans la vie publique. À quelle condition une place devient-elle véritablement « publique » et à quelle condition le public la rend-il démocratique ?

Elle part de ce que l'on a appelé le *mouvement des places*, qui, durant la dernière décennie, à un

niveau mondial, tant lors des révolutions arabes, qu'en Turquie, aux États-Unis d'Amérique, en Espagne ou encore en France, au moment des Nuits Debout, a semblé trouvé sur ce lieu d'opération qu'est la place publique, le meilleur terrain pour l'innovation politique et l'expérience démocratique. Des mouvements qui ont en commun d'avoir revendiqué la reprise en main par les populations d'espaces publics dont elles se sentent trop souvent exclues.

À partir de ce phénomène, Joëlle Zask, s'interroge sur ce qu'est en réalité la place publique, comment et pour qui elle a été conçue. Elle fait de longs détours historiques pour expliquer que le plus grand nombre de places publiques – notamment dans les villes importantes - ont été conçues par des rois, des empereurs, des chefs fascistes et qu'elle sont des dispositifs puissants de contrôle – parfois brutal - des populations et de surveillance minutieuse. Leur appropriation par des mouvements qui se veulent démocratiques et même, bien souvent, horizontaux, porteurs d'une démocratie directe, n'est donc pas si évidente. Joëlle Zask donne cependant à partir d'exemples concrets, certaines caractéristiques qui rendent une place plus ou moins démocratique. Elle insiste sur le fait que l'organisation de l'espace de la place (aspect spatial et géographique) mais également son inscription dans l'histoire de la ville ou du pays influent sur son public et sur ses usages (taille, ouverture sur l'extérieur, hiérarchisation, monuments, nom de la place...). Cela invite à réfléchir à l'impact des politiques d'aménagement tant pour leurs influences sur l'organisation de l'espace que pour l'usage qu'elles font de l'histoire.

Dans les chapitres 6 et 7 de l'ouvrage, Joëlle Zask interroge la capacité des individus à s'autogouverner et à utiliser les places publiques comme espace de revendication d'idéaux. Lieu de rencontre et de convivialité, la place publique est aussi lieu de confrontation d'altérités.

Dans les chapitres 9 et 10, l'auteur développe la fonction d'ouverture sociale et éthique de la place. La place est le théâtre de la société qui y circule et y interagit. Elle alerte sur les limites à ces interactions et à la mixité sociale, générées par des formes de privatisation ou encore par des mécanisme de contrôle (caméras, forces de police,...)

Le dernier chapitre de l'ouvrage à pour titre *Place au village, une politique du quotidien*. Elle relate ici comment ces différents mouvements des places ont tenté de recréer des *villages*, dans le but de pouvoir vraiment s'approprier la place publique et, je cite, *d'y mener des expériences spécifiquement démocratique : pas uniquement contrôler le pouvoir et réagir après coup, mais s'organiser pour être ensemble et partager une expérience (page 157)*. Pour expliquer cela (et notamment l'appellation de *village* qui a été donné à ces expériences), Joëlle Zask, nous dit : *parler de village est en partie une métaphore et l'effet d'une idéalisation : parmi ceux qui existent, certains sont extrêmement contraignants et fort peu démocratiques. Cependant, le village témoigne d'un objectif central et d'un système de fonctionnement que les mouvements politiques d'occupation des places ont en commun avec des formes bien plus anciennes – à savoir, reconstruire en recourant à la « démocratie directe » ou, le plus souvent, à un système d'assemblée doublé d'une représentation-mandat, une « communauté » auto-gouverné (page 158-159)*.

Si le village est une réalité essentiellement rurale et exprime une mode de vie localisé et individualisé, pour l'auteur, l'usage de cette notion permet de repenser la ville et d'apporter un regard critique à l'égard de l'organisation des villes basée sur un fonctionnement compétitif, la soif de profit, le sacrifice des relations de voisinage, de partage de l'espace et de l'auto-organisation. Les activistes du développement urbain s'en sont emparés *pour repenser l'aménagement urbain de manière à contrer les tendances des villes à se retourner contre l'homme en général (page 159)* et réinstaurer la priorité du fait même d'habiter.

Cet ouvrage incite le lecteur à saisir non pas ce qu'est une place mais ce qu'y s'y vit et ce qu'elle génère. Il met en évidence le lien entre espace et démocratie. Se préoccuper de nos places reviendrait donc finalement à nous soucier de notre démocratie.

Regard croisé sur ces deux ouvrages et rapport avec ma recherche

M'intéressant à la petite ville en milieu rural et aux formes de politisation ordinaire que les populations – et notamment les plus récemment installées – y développent, le croisement des thèses de ces deux ouvrages m'a semblé particulièrement riche.

Que ce soit en traitant de l'aspect démocratique des cultures paysannes et agricoles ou de l'aspect démocratique des places urbaines, ces deux ouvrages conduisent à trois notions qui accompagnent cette vie démocratique : la communauté, la politique au quotidien et l'auto-gouvernement. Trois notions qui participent de mon travail de recherche et que je me propose de développer ici.

La communauté

Le paysan n'est pas – ou du moins pas uniquement - un être solitaire et les métiers de la terre nécessitent de construire des solidarités, des complémentarités, des échanges et des partages avec le voisinage. Et si la communauté ne se réfère pas forcément à un village elle se trouve toujours un « centre » (une place, un espace, un lieu,...) où il est possible de se retrouver. Cela nous rappelle que même dans des communes très éclatées, uniquement composées d'habitat isolé – comme on en trouve des exemples particulièrement frappant dans les vallées cévenoles – ce lieu de rassemblement existe. La *place du village* – avec toutes les formes diverses que celles-ci peut prendre, y compris métaphorique – est donc le centre de cette *démocratie aux champs*, c'est le lieu où se forme la communauté.

Dans les villes, la communauté est *déjà là* mais il n'est pas moins nécessaire de la faire exister. Pour cela des espaces sont nécessaires et ils doivent être conçus, aménagés de façon à permettre une mixité sociale afin que chacun développe un sentiment d'appropriation du lieu. La taille, l'organisation des grandes villes rendent difficile cette mixité, cette rencontre d'altérités. C'est pourquoi, elles se sont historiquement organisées en quartiers avec une place dans chaque quartier. Aujourd'hui où la mixité sociale des quartiers a bien souvent été remplacée par du zonage (zone de bureau, zone de commerce, zone d'habitat populaire, zone d'habitat pour populations aisées...), les villes sont à la recherche d'autres modes d'organisation. Ils est intéressant de noter que les mouvements des places ont appelé ces nouvelles formes d'organisation des *villages* et ont eu en quelque sorte le projet de recréer des *places de village*.

Former communauté nécessite un lieu, un espace aménagé, conçu, organisé pour cela. Ainsi, la place du village, recréée, réinventée dans les centres urbains, est bien la condition pour que la place devienne vraiment publique.

La politique du quotidien

La politique du quotidien est selon Joëlle Zask la participation des citoyens au gouvernement de leurs affaires quotidiennes. On a vu que celle-ci se développe particulièrement dans les cultures paysannes. Si ces pratiques ont en partie disparu avec le développement de l'agriculture moderne, productiviste qui a conduit à la déqualification du paysan et de ses connaissances, on voit ressurgir des formes de politique du quotidien dans les marges de l'agriculture conventionnelle (agroécologie,...) qui cherche à réhabiliter les savoirs construits par des paysans « expérimentateurs ».

Cette politique du quotidien a été très présente dans les villes, les bourgs, les villages et ce depuis leur création. L'urbain était le lieu par excellence du citoyen, c'est-à-dire de celui qui s'intéresse aux affaires de la cité, qui participe au gouvernement de cette cité, qui passe du particulier au plus général, qui considère les affaires quotidiennes non pas comme uniquement individuelle mais bien comme collective. Dans ce cadre, les places ont joué à travers l'histoire, et continue de jouer un rôle important dans la mesure où elles sont des lieux de rencontres, d'échange (voir notamment l'importance des places de marché), d'assemblées. Or, cette politique du quotidien s'est peu à peu

institutionnalisée, bureaucratisée, et la délégation – avec notamment le développement de la notion de compétence et d’expertise – s’est généralisée jusqu’à déposséder les habitants des villes de leur autonomie dans leurs gestes les plus quotidiens. On retrouve cependant ces politiques du quotidien dans certains quartier de grandes villes ou dans des villes petites ou moyennes à travers la vie associative et ou encore la mise en place, plus ou moins institutionnalisée de comité de quartier, commission extra-municipale ou autres.

L’auto-gouvernement

Enfin, pour l’auteur l’existence d’une communauté liée non à une appartenance de sexe, de race, de classe ou autres mais *au fait d’habiter un même lieu* et la pratique de politique du quotidien sont les conditions préalables à la mise en place d’un véritable auto-gouvernement. Celui-ci passe en effet, que l’on se trouve dans des espaces ruraux, villageois, urbains, dans des zones plus ou moins peuplées ou plus ou moins denses, par l’émancipation, c’est-à-dire la prise en main collective de leur existence par les habitants.

La relecture de mes entretiens d’enquête mais également des observations que j’ai pu pratiquer sur mon terrain à la lumière de ces trois questions me semble pouvoir apporter des éléments d’analyse très intéressant dans le cadre de mon travail de recherche. Je les formule ainsi.

- Puis-je repérer des éléments de langage, de posture qui relèveraient d’un sentiment communautaire lié au lieu d’habitation ?
- Puis-je repérer des éléments de langage, de posture, des habitudes qui mettent en évidence la question des espaces, des lieux propices à la création, au développement d’un sentiment communautaire ?
- Puis-je repérer dans les propos recueillis ce qui répond à la définition de politique du quotidien (définition que donne Joëlle Zaks à croiser avec les définitions que j’ai pu identifier dans ma fiche de lecture « *deux textes sur le concept de politisation*») ?
- Enfin, puis-je repérer des éléments me permettant de penser qu’il existe des volontés, des désirs, voire des actes, qui s’orientent vers des formes d’auto-gouvernement ?

Cette fiche de lecture est à mettre en relation avec les textes témoins écrits en cette fin d’année 2020 : *Place(s) de village, Manifs.*